

# Le choix d'une soumission financière de la France

Yves Dimicoli

**Le rapport de la commission Attali apporte une aide à Sarkozy pour l'après élections. En effet, à la veille de la présidence française du conseil de l'Union européenne, se profile un sérieux problème de gouvernance du pays qui plonge ses racines bien au-delà d'une simple altération d'image du Président de la République.**

**A**ussi un consensus est-il nécessaire sur le contenu, le rythme, l'ampleur des réformes réactionnaires que celui-ci entend poursuivre. Cela nécessite une jonction entre libéraux-populistes et sociaux-libéraux.

Le rapport Attali développe l'entreprise engagée par le rapport Minc en 1994 (1). Il propose les bases pour un consensus social et politique sur les conditions de la production de richesses avec les nouvelles technologies et la mondialisation dans une Union européenne à monnaie unique au service de la domination des marchés financiers globalisés. Il en identifie les contenus nécessaires pour le marché des biens et services et, surtout, pour le marché du travail avec l'enjeu de l'intégration des syndicats aux fins de rentabilité financière.

L'hypothèse implicite, qui structure tout le rapport, postule que de la capacité de ces marchés à favoriser l'accès des détenteurs de capitaux à de plus hauts niveaux de rentabilité à moindre risque dépend le retour d'une croissance accrue et durable pour la France.

Il faudrait alors s'attacher à lever toutes les entraves à un progrès de l'efficacité ainsi comprise des marchés avec, au premier rang, les garanties collectives des salariés.

Tout le rapport transpire d'une obsession : accroître l'attractivité financière de la France. Cette exigence devrait constituer un invariant des programmes politiques au gré des alternances de majorité.

Il s'agit de chercher à mieux placer la France dans la rivalité mondiale entre places financières et sites nationaux de production, sans, surtout, toucher en quoi que ce soit aux orientations et à l'indépendance de la BCE, puisque l'euro, lui-même, doit être un facteur d'attractivité des capitaux face aux Etats-Unis.

C'est ce socle que propose de «sanctuariser» le rapport Attali comme base d'une alternance possible entre majorités social-libérale ou libéral-populiste avec, entre elles, l'organisation et la maîtrise d'un débat national étroitement limité à la seule redistribution. Le rapport l'affirme explicitement : «Plus de croissance économique entraînera des progrès concrets pour chacun des Français, qu'il appartiendra à chaque majorité politique de distribuer selon ses choix». (2)

Que recouvre donc cette obsession de l'attractivité financière de la France sur fond de peur du déclin et du déclassement mondial ?

## L'industrie au cœur du déficit commercial de la France

Le solde des échanges commerciaux de la France est un bon révélateur de la façon dont, précisément, la priorité donnée depuis des années à l'essor du marché financier, au prétexte d'aider les entreprises à relever les défis de la révolution informationnelle et de la mondialisation, a contribué à miner l'efficacité du système productif français.

Ce solde est systématiquement négatif depuis 2004 et il ne cesse de se dégrader.

### Évolution des échanges commerciaux de la France

1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
14.304	-4.198	489	5.180	1.143	-4.792	-22.949	-28.427	-39.560

Source : MEFE - (Millions d'euros FAB-FAB)

L'accroissement brutal du déficit en 2007 s'explique essentiellement, à la différence de celui de 2005, par la tombée dans le rouge des échanges de l'industrie civile (-8,1 milliards d'euros), la facture énergétique ayant diminué de 1,2 milliard l'an dernier.

C'est un élément nouveau qui alerte d'autant plus que, avec la vive croissance du prix du baril de pétrole, l'année 2008 annonce, malgré la chute du dollar par rapport à l'euro, une relance du déficit des échanges énergétiques de la France.

Au sein des échanges industriels civils, le solde traditionnellement très excédentaire de l'aéronautique (12,4 milliards d'euros en 2007) recule de 10,14% sur 2006. Quant à l'excédent des échanges de biens d'équipement (6 milliards), il se contracte de 26,8% sur un an. Par contre, le déficit des échanges de biens intermédiaires (8,3 milliards) est multiplié par 2,2 sur 2006 et il augmente de 23,4% pour les biens de consommation (7,9 milliards).

En réalité calculées CAF (3) par les douanes, les importations sont beaucoup plus importantes en valeur que calculées FAB. Dans ce cas, le déficit réel de la balance des échanges industriels civils apparaît dès 2005.

## Solde des échanges de l'industrie civile

Millions d'euros CAF-FAB, hors matériel militaire

1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
7.611	706	8.304	9.693	7.525	1.618	-5.710	-4.125	-16.859

Source : DGDDI - Chiffres du commerce extérieur

La structure des échanges par zone géographique et par pays révèle combien la France en Europe, et singulièrement au sein de la zone euro, est en difficulté. Elle cherche, en quelque sorte, à récupérer le plus possible sur les pays en développement, africains et arabes notamment, sans y arriver, alors qu'explorent les déficits avec les pays émergents et que la pression nord-américaine se fait plus rude avec le dollar.

## Echanges par zone de la France

	2007	2006	2007	2006
	SOLDE (Milliards d'euros)	SOLDE (Milliards d'euros)	Taux couverture (%)	Taux couverture (%)
<b>Europe</b>	-27.561	-19.813	91.2	93.3
<b>Union européenne</b>	-15.933	-10.627	94.2	95.9
<b>Zone euro</b>	-23.963	-17.943	89.2	91.4
<b>dont Allemagne</b>	-17.930	-14.142	76.1	79.8
<b>Asie</b>	-25.917	-23.330	58.4	59.1
<b>Dont Chine</b>	-19.557	-16.006	31.7	33.5
<b>Amérique</b>	-531	962	98.6	102.6
<b>dont Etats-Unis</b>	-1.112	849	95.7	103.3
<b>Afrique</b>	1.262	682	106.0	103.3
<b>Moyen-Orient</b>	1.657	1.338	115.9	112.4
<b>Divers</b>	-3.786	-3.253	35.6	72.0
<b>Total CAF-FAB</b>	-54.876	-43.414	87.8	89.8
<b>Hors mat.milit.</b>				

Source : DGDDI - chiffres du commerce extérieur

### Rationnement des capacités humaines et crise d'efficacité des capitaux.

Les gouvernements successifs, depuis la «marche à la monnaie unique», ont coutume de mettre ces difficultés au compte, pour l'essentiel, des exportations de biens, dont l'insuffisante progression relativement à celle de la demande mondiale expliquerait, seule, la dynamique du déficit extérieur.

L'insuffisance des exportations est censée traduire une carence de «compétitivité» qui est alors mise au compte, surtout, d'un prétendu excès du «coût du travail», des impôts et des «charges» sociales pesant sur les entreprises.

Mais ce sont les efforts répétitifs pour baisser les coûts salariaux avec, notamment, les exonérations de cotisations sociales patronales et pour diminuer les prélèvements publics et sociaux en freinant les dépenses pour la santé, l'éducation, la recherche...qui ont fini par miner la demande intérieure et l'offre productive. D'ailleurs, si la part des exportations de biens dans les échanges mondiaux a reculé de 2,4 points de pourcentage, passant de 6,5% en 1990 à 4,1% en 2006, le taux de pénétration de l'économie française par les produits fabriqués à l'étranger (4) a aussi beaucoup augmenté. Il a cru rapidement jusqu'en 2000, passant de quelque 16% en 1990 à plus de 22% en 2000. Après s'être stabilisé à haut niveau, il a brutalement progressé en 2007, flirtant avec le seuil de 25% (5). Et on sait désormais le poids qu'occupent dans ces flux les échanges intra-groupes des grandes sociétés implantées en France.

### L'évolution du coût salarial et de la productivité apparente du travail seraient-ils les grands fautifs ?

En France, en 2006, le coût salarial horaire dans l'industrie manufacturière se chiffrait à 31,2 euros, soit un niveau sensiblement inférieur à celui des pays d'Europe du nord et de l'Allemagne(31,7 euros).

Par ailleurs, depuis 1990, les productivités horaires du travail aux Etats-Unis et en France ont augmenté plus rapidement que celles des autres grands pays. Et les coûts salariaux par unité produite (6) ont baissé dans l'industrie manufacturière de 1,5% entre 2000 et 2007, contre une hausse de 5,7% dans la zone euro. Seule l'Allemagne, extrêmement agressive, présente une baisse plus importante (10%). Par contre, des facteurs beaucoup plus fondamentaux d'efficacité du système productif français ont été gravement négligés, à mesure que la baisse obsessionnelle des coûts salariaux a pesé sur des ressorts essentiels de la croissance avec les nouvelles technologies.

C'est d'abord l'insuffisance criante de l'effort des entreprises en matière de dépenses de formation. Après plusieurs années de baisse ininterrompue, cet effort s'est très légèrement accru en 2004, dernière année pour laquelle on dispose de données globales (7). Ces dépenses représentent alors 3% de la masse salariale contre 2,9% en 2003. Mais cela est du essentiellement à la hausse de 0,1 point du taux obligatoire de mutualisation des fonds de l'alternance, passés de 0,4 à 0,5%. En fait, en volume, la croissance de ces dépenses, devenues si décisives avec la révolution informationnelle, a été nulle de 1999 (8733 millions d'euros) à 2004 (9506 millions d'euros).

C'est aussi la faiblesse rémanente des dépenses intérieures de recherche et de développement des entreprises (DIRDE) qui ont péniblement atteint 22,9 milliards d'euros en 2005, contre 22,2 milliards d'euros en 2004 (8).

L'intensité de l'effort de recherche-développement fourni par les entreprises (mesuré par le montant de la DIRDE rapporté au PIB) a diminué entre 2002 (1,46%) et 2005 (1,34%).

La France est largement devancée par l'Allemagne (1,71%). Au sein des pays de l'OCDE, elle se situe au 12<sup>ème</sup> rang, nettement distancée par la Japon (2,54%) et les Etats-Unis (1,82%).

Sur la période 1998-2004, le taux de croissance annuel moyen de la DIRDE en France (+3,3%) se situe nettement en dessous de la moyenne de l'Union européenne à 15 (+6,3%) et du rythme de croissance des grands pays voisins comme l'Allemagne (+5,7%) et le Royaume-Uni (+6,6%).

C'est cela, notamment, qui peut expliquer la dégradation de la position technologique de la France, laquelle ne détenait que 4,5% des 53 000 brevets «triadiques» (9) dénombrés par l'OCDE pour l'année 2003.

**Euro «fort», obsessions anti-salariales et mauvaises liaisons industrie-services.**

L'évolution du taux de change de l'euro «fort» a contribué à exaspérer ces cercles vicieux de perte d'efficacité, accentuant, pour la rentabilité financière, la recherche obsessionnelle de compétitivité par la baisse des coûts salariaux. En effet, en liaison avec une appréciation sensible de l'euro vis à vis de la plupart des devises (10,3% en glissement annuel en décembre face au dollar, 5,6% face au yen et 7,1% face à la livre sterling), le taux de change effectif nominal de la France vis à vis de ses 42 principaux partenaires commerciaux (10) a crû de 2,3% en moyenne en 2007, après +0,1% en 2006.

L'appréciation de l'euro face aux principales autres monnaies, mais aussi face au yuan indexé sur le dollar, aurait entraîné, dans les conditions susdites, un nouveau fléchissement de la compétitivité-prix (11) par rapport aux pays de l'OCDE serait en nouveau recul (-2,7% en moyenne annuelle). Simultanément, la compétitivité-coût (12) par rapport aux pays de l'OCDE serait en nouveau recul (-2,7% en moyenne annuelle).

Le ministère de l'économie, des finances et de l'emploi, dans un dossier remis le 7 février dernier sur les «Résultats annuels 2007» du commerce extérieur, relève : «La tendance à une moindre dégradation de la compétitivité-prix par rapport à celle de la compétitivité-coût pourrait indiquer un renforcement de l'effort relatif de marge de la part des exportateurs français, qui s'observe notamment vis à vis des partenaires de la zone euro». Autrement dit, pour essayer de tenir leurs parts de marché dans le monde, les exportateurs français auraient eu tendance à consentir des sacrifices sur leurs marges avec, en contrepoint, de nouvelles pressions contre l'emploi et les salaires en France.

Simultanément, l'euro «fort» aurait joué comme un encouragement permanent à l'importation de biens, contre les productions nationales, notamment ceux provenant de la zone dollar avec le recul des cours du billet vert.

Il aurait joué aussi un rôle d'amortisseur des hausses de prix de l'énergie et des matières premières importées en France.

Cependant, on peut relever que ce rôle d'amortisseur de l'inflation tendrait à perdre, lui-même, en efficacité avec la flambée des prix des matières premières, y compris alimentaires, et la perte tendancielle d'efficacité de l'offre productive nationale.

Indices des prix à l'importation de l'industrie (NES)			
10 / 2005	10 / 2006	10 / 2007	01 / 2008
100.0	101.7	105.0	105.1

Source : INSEE

Bien sûr, cette tendance est portée, avant tout, par les prix des matières premières importées. Mais, dans quelle mesure n'exprimerait-elle pas aussi l'inflation des coûts de R&D répercutés, par exemple, par les industriels allemands sur les prix de vente aux industriels français (ou à des filiales implantées ou rachetées en France) d'équipements de plus en plus sophistiqués ?

Ainsi, l'euro «fort» aurait contribué à faire se conjuguer baisses des marges à l'exportation des produits fabriqués en France et pénétration accrue des produits étrangers en France. C'est dire s'il aurait favorisé une polarisation des facteurs de crise d'efficacité de tout le système productif national.

C'est que le phénomène semble ne pas avoir joué de la même façon pour la France et l'Allemagne.

Outre-Rhin, les capitalistes ont réussi à obtenir des abaissements brutaux de coûts salariaux après le passage à la monnaie unique, imposant une accentuation très agressive de la concurrence au sein de la zone euro, au détriment notamment de la France. La gestion du social-libéral Shroeder, puis celle de la coalition d'union sacrée dirigée par A. Merkel ont permis le déploiement de ce comportement de guerre économique des capitalistes allemands.

Mais, l'effet dépressif pour la demande intérieure de cette pression accrue sur l'emploi et les salaires, aurait été compensée par un très vif accroissement des exportations allemandes de produits manufacturiers vers l'Europe et vers les pays émergents, l'Allemagne ayant maintenu un potentiel industriel diversifié et relativement efficace.

En France, depuis le choix de F. Mitterrand d'ancrer le franc au mark au sein du système monétaire européen (SME) en 1983, les stratégies financières et d'internationalisation des grands groupes ont fait se resserrer toujours plus les capacités industrielles sur quelques points forts, fortement aidés d'ailleurs par l'Etat. Les nouvelles technologies informationnelles ont été utilisées pour détruire massivement des emplois. Les politiques gouvernementales successives ont fortement encouragé ces façons de faire, entretenant l'illusion que les centaines de milliers d'emplois ainsi sacrifiés, au lieu d'être modernisés avec de très gros efforts de formation et de recherche, seraient retrouvés dans les services.

Mais, dans de telles conditions, l'expansion des services en France s'est surtout accompagnée de la prolifération d'emplois à bas coûts salariaux et à

faible productivité, accentuant en réalité les facteurs de vulnérabilité de la France en Europe.

Les effets dévastateurs de ces choix ont pris une tout autre ampleur une fois lancé l'euro. L'explosion des déficits avec les pays de la zone dollar, dont la Chine, s'est conjuguée avec celle des déficits infligés à la France par l'Allemagne, les pays de l'ancienne «zone mark» et de pays émergents d'Europe centrale largement pénétrés par des capitaux allemands.

Il faut noter ici combien la dérive négative des échanges commerciaux de la France sur les biens industriels est de moins en moins compensée par le résultat des échanges de services.

Solde des échanges de services de la France		
Milliards d'euros (CVS)		
2005	2006	2007*
10.6	8.3	6.8

Source : Banque de France

(\*) Estimation

En réalité, si les échanges de services liés au tourisme sont à l'origine d'un sensible excédent (11,6 milliards d'euros en 2007), le déficit est croissant pour les échanges de services aux entreprises (4,8 milliards d'euros en 2007 après 1,2 milliards d'euros en 2006). Au total, les échanges de services de la France portent eux aussi la marque des coups portés contre le tissu productif français. Ils contribuent ainsi de moins en moins à équilibrer la balance des transactions courantes : en octobre 2007, selon la Banque de France, celle-ci présentait un déficit provisoire de 20 milliards d'euros, après des déficits consécutifs de 22,5 milliards d'euros et de 15,7 milliards d'euros en décembre 2006 et décembre 2005 respectivement. Confrontés à une insuffisance grandissante de la croissance en France, les groupes ont accéléré leurs exportations de capitaux, vers les Etats-Unis notamment, obligeant leurs sous-traitants à délocaliser, vers les pays émergents notamment, en laissant des tas de PME sur le carreau dans les régions.

### Sorties de capitaux et besoin d'«attractivité» financière.

Les sorties excessives de capitaux expriment, comme une plaie qui suppure, la profondeur des coups portés à l'ensemble social et productif national. Elles concernent notamment les investissements directs réalisés à l'étranger – en premier lieu aux États-Unis et dans les pays les plus développés – par les entreprises résidant en France.

### Le solde des investissements directs à l'étranger en milliards d'euros - (INSEE)

2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
-145.6	-40.5	-1.5	-9.4	-12.8	-32	-27	-52.1

Mais des opérations massives d'exportation de capitaux sont aussi réalisées en investissements de portefeuille (opérations sur titres financiers) à l'étranger. Les sorties nettes de capitaux ainsi engendrées, après avoir totalisé 13,7 milliards d'euros en 2005, atteignaient 59,5 milliards en 2006. En 2007, il semble que la valeur des entrées de capitaux au titre des inves-

tissements de portefeuille se soit rapprochée des sorties : Fin novembre en cumul sur douze mois, selon la Banque de France, le solde négatif était de 7,1 milliards d'euros. (13)

Ceci pourrait exprimer la façon dont, pour pouvoir compenser les sorties nettes au titre des investissements directs à l'étranger, la France s'échine à attirer des capitaux purement financiers se valorisant à partir des déficits et des dettes accumulées. Sans parler des prises de contrôle accrues de l'étranger sur les entreprises françaises.

Le passage à l'euro, conçu comme une monnaie unique au service des marchés financiers, a couvert cette fuite en avant, tout en l'encourageant, face aux défis de la révolution informationnelle.

En effet, si, avec de tels déficits extérieurs de la France, le franc avait encore eu cours, il aurait fallu le dévaluer.

Avec l'euro, les déficits ne sont plus sanctionnés par le change. Ils peuvent donc s'accroître et les comportements gestionnaires qui les engendrent peuvent proliférer comme un cancer avec les exportations de capitaux, les placements financiers, la spéculation, contre l'emploi, les capacités humaines et la croissance réelle. Les rachats d'entreprises aux Etats-Unis et en zone dollar sont vivement encouragés par le recul du dollar vis à vis de l'euro «fort», la France se retrouvant en tête des pays de l'OCDE pour ce qui concerne les investissements directs réalisés outre-Atlantique.

Mais la pression ainsi accrue en permanence sur l'appareil productif national et son efficacité incite plus encore ses dirigeants, pour la rentabilité financière, à baisser les coûts salariaux et à regarder du côté des placements financiers. La flexibilité perdue sur le change, ils cherchent à la récupérer sur l'emploi, la formation, les salaires, le «coût du travail» qui, plus que jamais, sont traités comme des variables d'ajustement, tandis que les investissements réels demeurent anémiques.

Cette radicalisation contre le développement des capacités nationales est d'autant plus violente que, pour entretenir l'attractivité financière de l'euro, la BCE n'a cessé de maintenir des taux d'intérêt qui, même lorsqu'ils étaient bas en termes nominaux, sont demeurés, en termes réels (inflation déduite), plus élevés que le taux de croissance réelle de l'activité de la plupart des entreprises, particulièrement les PME. La sélectivité du crédit ainsi entretenue a rendu ce dernier facile pour le financement des opérations financières, les exportations de capitaux et difficiles d'accès pour les investissements matériels et de

recherche créateurs d'emplois et exigeant des formations.

Ce biais du financement a été sans doute plus ravauteur pour le tissu français de PME, écrasées par leurs grands donneurs d'ordres, que pour le tissu allemand où la solidarité interentreprises, pour la rentabilité financière, est traditionnellement plus forte et les